

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

PROCES VERBAL DE LA TROISIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York, le 28 janvier 1947 à 11 heures

Présents : **PRESIDENTE :** Mme ROOSEVELT (Etats-Unis)  
**Vice-Président** Dr P.C. CHANG (Chine)

**Rapporteur :** Dr Charles MALIK (Liban)

**Membres :** M.J.G. FODGSON (Australie)  
M. Roland LEBEAU (Belgique)  
M.T. TAMINSKY (Biélorussie)  
M. Osman EBEID (Egypte)  
Mme Hansa MATHA (Inde)  
Dr Ghassano GHANI (Iran)  
Général Carlos P. ROMULO (République des Philippines)  
M. Charles DUKES (Royaume-Uni)  
M.V.F. TEPLIAKOV (Union des Républiques Socialistes Soviétiques)  
M. José A. MORA (Uruguay)

**Représentants des Organisations Spécialisées :** M. Eric W. HUTCHISON OIT  
M. McLEIGH UNESCO

**Représentant des Organisations non gouvernementales :**  
Mlle L. SPIEGEL F.S.M.  
Mlle Toni SENDER A.F. of L.

**Secrétariat :** M. Jan STANCZYK  
Dr HUMPHREY

1. Adoption du règlement intérieur.

La **PRESIDENTE** annonce, avant de passer à l'ordre du jour, que le Dr Archibald McLeish, représentant des Etats-Unis auprès de l'UNESCO, assistera à la présente séance de cette Commission au titre de représentant de cette Organisation. De plus, M. Julian Huxley, Directeur général de l'UNESCO, prononcera une allocution devant la Commission des Droits de l'Homme vers le 5 février. Enfin, Mme ROOSEVELT attire l'attention de

la Commission sur le fait que M. Kaminsky, qui occupe au sein de la Commission le siège de la République socialiste soviétique de Biélorussie, jouit du statut d'observateur, pouvant participer aux discussions mais sans droit de vote.

En ce qui concerne la première question à l'ordre du jour, qui est celle de l'adoption du règlement intérieur, la Présidente observe que trois solutions peuvent être envisagées : d'une part, la Commission peut adopter le règlement intérieur du Conseil économique et social; d'autre part, elle peut adopter provisoirement et pour la première session seulement, le règlement intérieur proposé par le Secrétariat. Enfin, elle peut encore adopter le règlement intérieur proposé par le Secrétariat, sans l'approfondir tout de suite et en se réservant d'y apporter plus tard des amendements conformément à la règle 63 du règlement, si nécessaire.

M. TEPLIAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle qu'il avait proposé l'adoption du règlement intérieur du Conseil économique et social. Si toutefois la Commission désirait avoir son règlement intérieur propre, il voudrait présenter certaines observations préalables sur les propositions du Secrétariat.

M. MALIK (Liban), Rapporteur, suggère l'adoption du règlement proposé par le Secrétariat. Il n'y a que très peu de différence entre ce règlement et celui du Conseil économique et social. Il propose donc de l'adopter et d'entendre, si nécessaire les observations et commentaires que voudraient présenter les membres de la commission.

M. TEPLIAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) désire présenter un amendement à cette proposition, en suggérant l'adoption du règlement intérieur du Conseil économique et social pour la durée de la présente session.

Répondant à une question posée par M. LEBEAU (Belgique), M. HUMPHREY (Secrétaire de la Commission), précise qu'aucune des autres Commissions du Conseil économique et social qui sont actuellement en session n'a adopté

le règlement intérieur du Conseil. Deux d'entre elles ont adopté, à titre provisoire, le règlement proposé par le Secrétariat et la troisième n'a fait que des changements de détails.

M. ROMULO (République des Philippines) observe qu'étant donné que la Commission des Droits de l'Homme est investie de fonctions tout à fait particulières, il désirerait savoir quels changements ont été apportés au règlement du Conseil économique et social dans le projet présenté par le Secrétariat.

M. HUMPHREY (Secrétaire de la Commission) souligne, sans entrer dans les détails, que les changements qui ont été apportés au règlement du Conseil ont été faits pour adapter ce règlement aux fonctions particulières de la Commission des Droits de l'Homme. Le règlement proposé par le Secrétariat est infiniment plus simple que celui du Conseil économique et social. D'une manière générale, les principales modifications proposées, l'ont été pour des raisons administratives et budgétaires. De l'avis du Secrétariat, il est surtout important que les règlements des différentes Commissions soient le plus uniformes possible.

M. CHANG (Chine) estime que parmi les trois solutions offertes au paragraphe 4 du document présenté par le Secrétariat, (E/CN.4/W7) la deuxième, qui consiste à adopter le règlement proposé pour la première session seulement, et à renvoyer à la deuxième session l'étude de ce règlement et des amendements à y apporter, est certainement la plus raisonnable.

M. HODGSON (Australie) appuie la proposition du représentant de la Chine, il lui semble que certaines difficultés pourraient être évitées si le représentant du Liban voulait bien accepter d'ajouter à sa propre proposition le mot "provisoirement". En ce qui concerne l'uniformité des règlements des différentes Commissions, il suggère de nommer un petit sous-comité de la Commission des Droits de l'Homme qui aurait pour mission de prendre contact avec les autres Commissions et d'étudier les modifications qu'elles ont apportées à leur projet de règlement.

Mme METEA (Inde) appuie la proposition du représentant de la Chine. Il ne lui semble pas nécessaire d'adopter dès maintenant un règlement intérieur définitif.

M. MALIK (Liban) Rapporteur, estime qu'il y a fort peu de différence entre la deuxième et la troisième solution. Il lui semble que la Commission pourrait adopter le règlement intérieur proposé et préparer des amendements pour la deuxième session.

M. TEPLIAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) retire alors son amendement sous réserve que l'adoption du règlement proposé ne soit que provisoire et que la Commission puisse le discuter avant de l'adopter.

Sur l'invitation de la PRESIDENTE, M. Tepliakov énumère alors les observations qu'il désire présenter sur le projet de règlement intérieur :

A l'article 2 - les mots "par le Président, avec l'assentiment du Secrétaire général", devraient être remplacés par les mots "par la Commission elle-même".

A l'article 13 - il faudrait ajouter, après le mot "s'adjoindre", les mots "les délégués suppléants et les conseillers".

Enfin, aux articles 58 et 59, les nombres de phrases : "et adopte son règlement intérieur", et "jusqu'à ce que ceux-ci aient adopté leur propre règlement intérieur", devraient être supprimés.

En outre, les articles 50 et 52 semblent faire double emploi et il serait bon d'éliminer l'un ou l'autre. M. Tepliakov propose de supprimer l'article 52.

A la suite de quelques remarques de M. MALIK (Liban) et de M. ROMULO (République des Philippines), la PRESIDENTE précise que les observations formulées par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne constituent pas des amendements sur lesquels la Commission devrait voter. Il s'agissait simplement, pour la Commission, d'entendre les observations que M. Tepliakov désirait présenter avant l'adoption du règlement intérieur. Il reste donc à l'heure actuelle une motion du

représentant du Liban qui a été amendée par le représentant de la Chine. Le représentant du Liban accepte l'amendement chinois. Cette motion vise l'adoption provisoire du règlement intérieur présenté par le Secrétariat.

M. TCHILAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) et M. CHANG (Chine), insistant pour ajouter au texte de la motion les mots "pour la première session", et cette modification étant acceptée par le représentant du Liban,, la motion mise aux voix est adoptée sans opposition.

Décision: Le règlement intérieur présenté par le Secrétariat est adopté à titre provisoire et pour la première session seulement.

M. CHANG (Chine) appuyé par M. ROMULO (République des Philippines) propose de nommer un Comité de trois personnes pour étudier les amendements éventuels à apporter à ce règlement intérieur.

Décision : Cette proposition est adoptée. La PRESIDENTE nomme les représentants de l'Australie, de la Chine, et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques comme membres de ce comité.

## 2. Examen des communications reçues.

La PRESIDENTE fait observer que cette question comporte deux catégories de devoirs : 1) envers les auteurs des communications; 2) envers la Commission qui doit décider de la meilleure manière d'utiliser les communications reçues. Elle propose donc la formation d'un sous-comité chargé d'examiner les documents et de revenir devant la Commission avec des suggestions sur la question.

Mme Hansa METHA (Inde) présente la motion formelle suivante : "Alors que les communications, reçues d'organisations ayant des statuts consultatifs, doivent être discutées, celles comprises dans la liste dressée par le Secrétariat devront être à la disposition de tous les Membres de la Commission qui en feront la demande".

M. HUMPHREY (Secrétariat) fait remarquer que certaines communications ont été faites au Secrétaire général des Nations Unies et non aux membres

de la Commission. Il estime donc que la motion de la représentante de l'Inde outrepassse le mandat de la Commission.

M. LEBEAU (Belgique) estime qu'une distinction doit être établie entre les communications reçues des organisations ayant un statut consultatif et celles qui ont été reçues des autres organisations. Les premières peuvent être étudiées sans aucune limitation tandis que les dernières ne peuvent l'être que sur une décision formelle de la Commission.

Pour sa part, il estime que la Commission ne doit pas subir la pression de l'opinion publique reflétée par ces communications. Il est donc peu enclin à accepter la création d'un sous-comité chargé de les étudier.

Quant aux communications qui ne sont pas directement adressées aux Membres de la Commission, il pense qu'il appartient aux destinataires de décider soit de les garder, soit de les communiquer à la Commission.

M. ROMULO (République des Philippines) est en faveur de la création d'un sous-comité pour étudier la question. Il estime que les communications reçues constituent le seul lien qui existe entre la Commission et le public et demande à la représentante de l'Inde de retirer sa motion afin qu'il puisse en proposer une autre.

Mme Hansa MEHTA (Inde) maintient sa motion.

M. HUMPHREY (Secrétariat), sur une demande du représentant de l'URSS, précise que l'OIT et l'UNESCO sont des institutions spécialisées tandis que la FSM, la Fédération Américaine du Travail et l'Alliance Coopérative internationale sont des organisations non-gouvernementales, ayant le statut consultatif.

La PRESIDENTE met aux voix la motion de la représentante de l'Inde.

Décision : Cette motion est adoptée sans opposition.

La PRESIDENTE précise que les communications reçues seront portées à la connaissance des membres de la Commission sans que ceux-ci puissent en faire part à la presse.

M. ROMULO. Il souligne que les auteurs des communications, si leurs noms étaient révélés pourraient le cas échéant, courir le risque de représailles et attirer l'attention de la Commission sur le danger du vote qui vient d'être émis - Par conséquent, il insiste, une fois de plus, sur la création d'un sous-comité pour examiner la question.

La PRESIDENTE déclare que la question reste en suspens.

La séance est levée à 13h.15.

-----